



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°44 – 30 octobre au 6 novembre 2022

Au programme cette semaine :

- **Afrique du Sud** : La confiance des entreprises reste dégradée au mois d'octobre
- **Angola** : TotalEnergies annonce 3 Mds USD d'investissement dans des projets énergétiques en Angola et signe 2 accords
- **Botswana** : Afreximbank rentre en discussion avec le gouvernement au sujet d'un programme de financement
- **Namibie** : La compagnie américaine Duke Energy signe un accord d'achat d'uranium de la mine de Langer Heinrich
- **Zambie** : L'agence nationale des statistiques publie son rapport mensuel
- **Zimbabwe** : Vers une nouvelle dollarisation de l'économie ?

Zoom sur... Les dispositions du gouvernement pour racheter la dette d'Eskom

Le ministre des Finances Enoch Godongwana a annoncé dans sa déclaration de politique budgétaire que le Trésor sudafricain allait soulager Eskom d'un à deux tiers de sa dette qui s'élève actuellement à 400 Mds ZAR (22 Mds USD). Bien que la dette d'Eskom ait connu une baisse significative (17%) entre 2020 et 2021, son endettement reste insoutenable et représente encore à ce jour plus du double de ses fonds propres. La prise en charge d'une partie de la dette par l'Etat sera assortie de certaines conditions, telles que la séparation d'Eskom, une meilleure gestion de la dette et l'augmentation des capacités. Le ministre a également ouvert la porte à de nouveaux investissements dans le gaz et l'énergie nucléaire afin de garantir une meilleure diversité et fiabilité du mix énergétique du pays. L'Etat ayant déjà fourni près de 350 Mds ZAR (19 Mds USD) de garanties à Eskom, il cherche à protéger l'entreprise du risque de faire défaut qui aurait des conséquences économiques dramatiques pour le service public et le pays tout entier. En parallèle, Eskom essaie également de racheter sa dette et de stabiliser ses finances à travers différentes mesures, notamment la vente de son portefeuille « Eskom finance » qui s'élève à 9 Mds ZAR (500 M USD). Les marges opérationnelles de l'électricien national ne permettent pas de contrebalancer les charges financières et les subventions publiques annuelles (56 Mds ZAR en 2020) nécessaires au remboursement du service de la dette. En outre, le non-paiement d'une partie de l'électricité consommée par les municipalités sud-africaines (chargées de la distribution aux particuliers) pèse aussi sur les résultats d'Eskom.

Afrique du Sud

L'excédent commercial progresse légèrement en septembre

Au mois de septembre, l'Afrique du sud a enregistré un excédent commercial de 19,7 Mds ZAR (1,1 Mds EUR), après un excédent de 6,2 Mds ZAR (0,4 Md EUR) au mois précédent. L'indicateur s'améliore donc légèrement après quatre mois de contraction consécutifs. Cette évolution s'explique notamment par i) la hausse des exportations (+10% par rapport au mois d'août), notamment portée par l'augmentation des ventes de métaux et de pierres précieuses (+19% pour un poste contribuant à près de 19% du total) et de papeteries (+162% pour près de 3%) ii) la stabilisation des importations (+2,0%), les augmentations recensées sur les produits minéraux (+9% pour un poste représentant 26% du total) et les véhicules et matériels de transport (+28% pour 9%) étant partiellement compensées par les baisses constatées sur les équipements électriques (-5% pour 19%) et de graisses animales et végétales (-38% pour 1%). Sur les neufs premiers mois de l'année, l'excédent commercial est toutefois près de deux fois inférieur (-49%, à 175 Mds ZAR, soit 9,7 Mds EUR) à celui enregistré sur la même période l'année précédente, en raison d'une hausse (+27%) des importations, non compensée par la hausse plus mesurée des exportations (+22%). Dans un contexte international marqué par une inflation galopante et une hausse du chômage, les perspectives d'évolution du commerce sud-africain demeurent à ce jour incertaines.

La confiance des entreprises reste dégradée au mois d'octobre

L'indice PMI (*Purchasing Manager Index*) S&P Global SA a atteint 49,5 points au mois d'octobre, contre 49,2 au mois de septembre. L'indicateur, qui mesure la confiance du secteur privé dans son ensemble (secteurs minier, manufacturier, des services, de la construction et du commerce – sur la base de données recueillies auprès d'un panel de 400 entreprises), reste donc sous la barre des 50 points (signe d'une perception d'une contraction de l'activité par les

chefs d'entreprise) pour le second mois consécutif. Cette mauvaise performance s'explique par les difficultés persistantes d'approvisionnement en énergie (des délestages électriques étaient toujours enregistrés quasi-quotidiennement au mois d'octobre), dans un contexte de hausse du coût de la vie. Une grève des salariés de l'entreprise Transnet a également paralysé le commerce extérieur du pays pendant près de dix jours au mois d'octobre. Les entreprises restent toutefois optimistes sur le court terme, en lien notamment avec la décélération de l'inflation des prix à la production manufacturière (*Producer Price Inflation*), à +16,3% sur un an au mois de septembre après un pic de 18% au mois de juillet.

Le Climate Investment Funds (CIF) finance la transition énergétique du pays à hauteur de 500 M USD

Le Climate Investment Funds (CIF) a annoncé soutenir les plans d'investissement pour une transition juste en Afrique du Sud et en Indonésie en octroyant un prêt concessionnel d'1 Md USD, réparti de manière égale entre les deux pays. Ce prêt fait partie du programme Accelerating Coal Transition (ACT) qui a été lancé en 2021 par le Climate Investment Funds (CIF) pour accélérer la reconversion des centrales à charbon vers des énergies plus vertes. Le démantèlement des centrales à charbon est une priorité pour l'Afrique du Sud qui doit anticiper sa transformation énergétique, diversifier son économie et engager une politique sociale qui protège les populations, du fait de l'arrêt progressif de l'utilisation du charbon. La province du Mpumalanga, qui regroupe la majorité des activités charbonnières dans le pays, est explicitement priorisée dans le plan. Les objectifs du plan sont de remplacer l'essentiel des emplois qui vont être supprimés dans la transition énergétique et de démanteler plusieurs centrales à charbon en fin de vie, en particulier dans la région du Mpumalanga qui vit aujourd'hui de l'industrie charbonnière. Les investissements du CIF dans le projet ACT ne représentent qu'une partie du coût total du plan d'investissement pour l'Afrique du Sud qui sera également financé par le secteur privé, des banques de développement et d'autres parties prenantes.

Accords salariaux entre Sibanye et ses employés de Marikana et Rustenburg

Sibanye-Stillwater a conclu un accord avec l'organisation syndicale AMCU (Association of Mineworkers and Construction Union) sur la rémunération des employés des mines de platine de Rustenburg et Marikana. Sibanye-Stillwater est la plus grande société minière de métaux du groupe du platine MGP. L'accord consiste en une augmentation annuelle moyenne de 6% au cours des cinq prochaines années pour les mineurs et artisans et au cours de trois prochaines années pour les employés de l'unité. À noter qu'AngloAmerican et Impala Platinum avaient déjà signé des accords salariaux cette année portant sur une augmentation des salaires respectivement de 6,6% et 6,5%. Pour rappel, l'Afrique du Sud est le premier producteur mondial de platine et dispute la place de leader avec la Russie en ce qui concerne la production de palladium. La paix sociale dans le secteur des métaux est donc importante pour garantir la sécurité de l'approvisionnement mondial, mais aussi les recettes que l'État sud-africain tire de ce secteur. En parallèle et quelques jours après cet accord, Sibanye-Stillwater, a entamé des consultations avec les syndicats pour restructurer certaines parties de ses opérations aurifères, ce qui pourrait entraîner la perte d'environ 2 000 emplois.

Les ventes locales de véhicules affichent un léger rebond malgré l'impact des grèves de Transnet

La grève d'octobre des employés de Transnet a empiré la situation du marché automobile dont les ventes locales ont chuté de 4,2%. Cependant le marché des véhicules a continué à montrer une reprise raisonnable. L'industrie de la location a continué à soutenir le marché local, représentant 13,1 % des ventes totales. À noter que les volumes d'exportation ont significativement diminué, avec une chute enregistrée de 28,8% par rapport au mois précédent. Les prévisions montrent que les ventes de véhicules sur le marché intérieur devraient encore ralentir sur la fin de l'année 2022 et le début de l'année 2023, notamment à cause des délestages récurrents perturbant la

production et la dégradation de la situation financière des ménages. D'une manière générale, la hausse de l'inflation et l'augmentation rapide des taux d'intérêt vont progressivement éroder les revenus des ménages et freiner la demande de crédit. Les hausses de taux d'intérêt prennent généralement entre 12 et 18 mois pour affecter la demande, ce qui laisse penser que le ralentissement sur les marchés des véhicules de tourisme et des véhicules utilitaires légers s'intensifiera probablement en 2023. La demande des entreprises devrait continuer à être plus résiliente à mesure que la reprise des industries du voyage, du tourisme et de l'hôtellerie se poursuit.

Eskom annonce l'arrêt officiel de la centrale charbon Komati

Le 31 octobre, la dernière unité de la centrale électrique de Komati (Mpumalanga) a été fermée. Le site va désormais entamer sa transition vers un centre d'énergies renouvelables, de stockage et de formation. Le décommissionnement de la centrale de Komati était un projet phare de la stratégie d'Eskom de transition énergétique juste en Afrique du Sud qui vise à soutenir la transition énergétique tout en créant de nouvelles opportunités économiques dans la région traditionnellement charbonnière. L'électricien national, Saretec (South African Renewable Energy Technology Centre) et le GEAPP (Global Energy Alliance for People and Planet) avaient signé un accord en septembre pour réaffecter Komati en centre de formation et d'exploitation de nouvelles installations d'énergies renouvelables. 150MW de d'énergie solaire, 70 MW d'énergie éolienne et un système de stockage par batterie seront développés sur le nouveau site décommissionné. Eskom a souligné que la fermeture de l'unité n'aurait pas d'impact significatif sur le réseau électrique national ou sur une intensification du délestage en cours, puisqu'elle ne contribuait qu'à la production de 121 MW avant sa fermeture.

🍷 Angola

TotalEnergies annonce 3 Mds USD d'investissement dans des projets énergétiques en Angola et signe 2 accords (MoU)

Patrick Pouyané, PDG de Total, a été reçu par le Président angolais Joao Lourenço alors qu'il était en visite à Luanda, et a annoncé de nouveaux investissements de l'entreprise dans le pays. Les investissements concerneront i) des projets pétroliers avec l'exploration de 7 blocs dans le bassin de la rivière Kwanza et l'expansion du bloc 17 (le plus important bloc en Angola, opéré par TotalEnergies); ii) des projets d'énergie renouvelable dont un parc solaire dans la province de Huila (35 MW) avec un investissement de 100 M USD. TotalEnergies a également signé deux protocoles d'accord i) avec les ministères de l'énergie et de l'eau et le ministère du Pétrole et du Gaz consistant à réaliser des études de faisabilité technique, commerciale et environnementale pour développer des projets d'énergie renouvelable (solaire, hydroélectrique et biomasse); ii) un contrat d'achat d'électricité avec le Réseau national de transport d'électricité. Pour rappel, TotalEnergies est le premier opérateur pétrolier en Angola avec 550 000 barils de pétrole produits par jour, soit 50 % de la production du pays.

Le Secrétaire d'Etat aux transports a présenté le projet de réalisation de la zone franche de Barra do Dande dans l'Etat de Bengo

La première phase de la zone franche située au nord de Luanda implique un investissement de 1,55 Md USD dans les infrastructures dont 960 M USD provenant du secteur privé sur une surface de 860 hectares. Ce projet devrait permettre la création de 21 000 emplois. La première phase couvre environ 16 % de la superficie totale de la concession accordée. Les secteurs prioritaires concernés pour investir dans la zone franche sont le stockage, la transformation alimentaire, la métallurgie, l'assemblage et les pièces automobiles, les panneaux solaires et les énergies

alternatives. Un appel d'offres public préalable pour la sous-concession de quatre composantes est actuellement en cours pour un terminal portuaire, une réserve nationale de céréales, une raffinerie d'huile comestible et un parc d'énergie renouvelable.

🍷 Botswana

Afreximbank rentre en discussion avec le gouvernement au sujet d'un programme de financement

Le 2 novembre, le président de la banque multilatérale Afreximbank a annoncé que des pourparlers étaient en cours avec le Botswana pour un programme de financement visant à développer l'agriculture, l'industrie légère et les infrastructures ferroviaires. L'opération est estimée à 1,5 Mds USD. Bien qu'Afreximbank ait déjà financé des projets portés par le secteur privé au Botswana, ce programme scellerait la première collaboration directe de la banque avec le gouvernement.

🍷 Namibie

La compagnie américaine Duke Energy signe un accord d'achat d'uranium de la mine de Langer Heinrich

Détenue par l'entreprise Paladin Energy et la compagnie chinoise nationale du nucléaire (CNNC) respectivement à hauteur de 75 et 25%, la mine de Langer Heinrich fournira de l'uranium à la société américaine Duke Energy à sa réouverture. En effet, les activités de la mine dans l'Eroingo devraient reprendre en 2024 après avoir été en sommeil depuis 2018 à cause de la baisse du cours de l'uranium. L'accord d'achat prévoit la fourniture d'uranium pendant 6 ans, renouvelable 3 ans.

Zambie

L'agence nationale des statistiques publie son rapport mensuel

Selon le rapport mensuel de l'agence nationale des statistiques, le taux d'inflation en glissement annuel a atteint 9,7 % en octobre, après 9,8 % en septembre. L'excédent commercial du pays s'est par ailleurs fortement réduit au mois d'octobre. Depuis mai 2022, l'inflation semble s'être stabilisée autour de 10 %. Les postes qui ont le plus contribué à la hausse des prix demeurent les « denrées alimentaires » (+12,2% soit une contribution positive de 6,9 points) et, dans une moindre mesure, le « logement, l'eau, le gaz et l'électricité » (+6,2% soit +0,7 point) et les « vêtements et chaussures » (+8,2% soit +0,6 points). Dans le même temps, l'excédent commercial du pays s'est fortement réduit au mois d'octobre (1,1 M KWZ, soit 0,07 M EUR, après 3,2 M KWZ, soit 0,2 M EUR au mois de septembre, en recul de 66%. Les exportations ont en effet chuté d'environ 7% sur la période, en lien notamment avec une contraction des volumes de production de biens intermédiaires et d'équipements, tandis que les importations ont progressé de près de 9%, du fait d'une hausse des achats de matières premières. Sur les neuf premiers mois de l'année 2022, l'excédent commercial a atteint 36,1 M KWZ (2,24 M EUR), en baisse de près de 60% par rapport à l'année précédente.

Zimbabwe

Vers une nouvelle dollarisation de l'économie ?

Depuis le mois de mai, les autorités zimbabwéennes ont pris une série de mesures (relèvement du taux directeur, introduction de pièces d'or, imposition de taxes sur les marchés de capitaux, suspension de certains paiements aux fournisseurs du gouvernement) pour tenter de maîtriser la croissance de la masse monétaire et juguler l'inflation. Bien que ces mesures aient permis une convergence entre le taux officiel et le taux parallèle de la monnaie (la prime s'étant réduite de 150% à fin juillet 2022 à 30% fin

octobre 2022), elles ont entraîné une forte compression des liquidités en monnaie locale disponibles dans l'économie, poussant à une utilisation accrue du dollar américain. Si le gouvernement s'efforce à maintenir et défendre